

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Accord-cadre de réalisation et production de projets audiovisuels multimédias

Marché public de Services

Application du CCAG-PI

Procédure de passation : - Procédure adaptée ouverte (services sociaux et spécifiques) en application des dispositions de l'article L. 2123-1 et du 3 de l'article R. 2123-1 à l'article R. 2123-7 du code de la commande publique

Technique d'achat : - Accord-cadre multi-attributaires donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents (pouvant prendre deux formes : Lettre de consultation ou demande de devis) en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles des articles R. 2162-1 à R. 2162 12 du code de la commande publique.

## Article 1.OBJET DU MARCHE

---

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de programmes audiovisuels, sonores et numériques en ligne et in situ pour les besoins et les activités de l'Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing (EPMO-VGE).

L'accord-cadre est composé de 3 lots multi-attributaire constituant chacun un accord-cadre distinct, tels que décrits ci-après :

- Lot 1 : Conception, réalisation et production de vidéos

Il ne comporte pas de montant minimum et comporte un montant maximum de 1 200 000 € HT sur sa durée totale.

- Lot 2 : Conception, réalisation et production de programmes sonores in-situ et des podcasts en ligne

Il ne comporte pas de montant minimum et comporte un montant maximum de 450 000 € HT sur sa durée totale.

- Lot 3 : Conception, réalisation et production de dispositifs multimédia in-situ avec possible version en ligne pour les expositions temporaires ou les événements éphémères

Il ne comporte pas de montant minimum et comporte un montant maximum de 450 000 € HT sur sa durée totale.

Les trois lots de l'accord-cadre s'exécutent par la passation de marchés subséquents.

La remise en concurrence des marchés subséquents pourra être organisée selon l'une des deux modalités décrites à l'article 5.2.3 du présent CCAP.

## Article 2.DESCRPTION DES PRESTATIONS

---

### 2.1 Prestations attendues

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP de chaque lot.

Les prestations ne relevant pas du périmètre du présent accord-cadre sont listées à l'article 3.3 de chaque CCTP.

### 2.2 Clause de non exclusivité

L'accord-cadre est non exclusif, l'EPMO-VGE se réservant la possibilité de s'adresser à un prestataire extérieur dans les hypothèses alternatives suivantes :

- pour des programmes nécessitant un traitement artistique spécifique pour les besoins de la scénographie ;

- pour des programmes audiovisuels, sonores, numériques ou innovants créés par des influenceurs, films d'art, auteur ou d'artistes dans le cadre d'une commande artistique (incluant youtubers, Tik Tok, réseaux et plateformes connues et inconnues à ce jour) ;
- pour des réalisations financées en coproduction ou avec le soutien d'organisme d'aides à la créations audiovisuelles et multimédia ;
- pour des réalisations financées et/ou réalisées en partenariat média ou presse ou tout autres partenaires de l'EPMO-VGE ;
- pour des conceptions multimédia dédiées exclusivement à une diffusion sur internet ;
- pour des programmes produits dans le cadre d'une exposition temporaire réalisée en co-production ou en collaboration avec une institution partenaire ;
- réalisation de tous types de contenus (documentaires, vidéos, captations spectacle vivant, podcasts, documentation de projets RSO, etc.) produits dans le cadre d'un partenariat avec un ou plusieurs tiers ;
- réalisation produite par les équipes de l'EPMO-VGE ;
- réalisation de production dans le cadre d'une documentation d'un projet interne EPMO-VGE ou en partenariat.

Ces besoins seront identifiés par l'établissement, prenant en considération la capacité des titulaires à réaliser la mission demandée, tant en termes de délai, d'expertise, de la spécificité de la création demandée, de l'ampleur du dispositif, etc. Ces besoins resteront exceptionnels et ponctuels et ne remettront en cause, sans aucune façon, les compétences et l'exclusivité dont disposent les titulaires de chacun des lots.

### **Article 3. PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

L'EPMO-VGE pourra confier au titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

### **Article 4. RESPONSABLES DES PRESTATIONS**

---

#### **4.1 Pour l'EPMO-VGE**

Le suivi des prestations est assuré par la Directrice du numérique, ou son représentant dûment habilité à cet effet.

#### **4.2 Pour le titulaire**

Dès la notification du marché, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO-VGE.

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le responsable des prestations de l'EPMO-VGE par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO-VGE dans les plus brefs délais.

#### **4.3 Equipe dédiée à la mission**

L'équipe de chaque titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure pour les différentes missions issues de l'accord-cadre. La composition de l'équipe est fixée nominativement dans l'offre technique de chaque titulaire. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire.

La bonne exécution des prestations dépend, d'une part, de la qualité du responsable chargé de la conduite des prestations, d'autre part, de la composition quantitative et qualitative de l'équipe dédiée. Chaque titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe nommément désignés pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations, objets du marché subséquent concerné.

Si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur par mail avec accusé réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et le CV au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention ci-dessus. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de cinq (5) jours ouvrés courant à compter de la réception de la communication. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant. En cas de retard dans la désignation d'un remplaçant, le titulaire encourra la pénalité décrite à l'article 14.2 du présent document.

### **Article 5. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

---

#### **5.1 Modalités de passation des marchés subséquents**

##### 5.1.1. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront eux même constituer soit un marché forfaitaire, soit un accord-cadre « mixte » comprenant à la fois une part forfaitaire et une part à bons de commande.

Le montant forfaitaire des marchés sera établi à partir des prix fixés dans le référentiel de prix plafonds, dans les conditions figurant à l'article 5.3.1 ci-dessous. Dans le cas de marchés subséquents « mixtes », les bons de commande seront émis sur la base des prix fixés dans le référentiel de prix plafonds du présent accord-cadre.

**La remise en concurrence se fera selon l'une des deux modalités décrites à l'article 5.1.3 ci-après.**

#### 5.1.2. Rappel des obligations des titulaires

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils seront sollicités pour les marchés subséquents. Il appartient en effet aux titulaires de prendre tous les mesures pour faire face à l'engagement pris lors de la signature de l'accord-cadre. Dans le cas où la participation du titulaire à la consultation ne lui serait pas possible, il en informera par écrit l'EPMO-VGE en précisant ses motifs.

Le titulaire encourt, en cas d'absences successives non justifiées de réponses aux remises en concurrence préalables à la conclusion des marchés subséquents, la pénalité prévue à l'article 14.3 du présent CCAP.

En cas d'absences répétées d'offres raisonnables, l'accord-cadre pourra être résilié à l'égard du ou des titulaires fautifs conformément aux dispositions de l'article 19.2 du présent CCAP.

Les prix proposés dans le cadre des marchés subséquents ne devront en aucun cas dépasser les prix figurant dans le référentiel de prix plafonds annexé à l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Néanmoins, des prix complémentaires liés aux prestations qui n'auraient pu être anticipées au moment de la conclusion de l'accord-cadre pourront être proposés par le titulaire dans son offre. Il est rappelé que ces prestations relèveront nécessairement du périmètre du présent accord-cadre, et seront strictement nécessaires au bon achèvement des prestations demandées.

#### 5.1.3. Conclusion des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être conclus tout au long de la vie de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour de sa validité. Cependant, le délai d'exécution des prestations ne saurait faire excéder de manière excessive la durée contractuelle de l'accord-cadre.

Pour la conclusion de marchés subséquents, une remise en concurrence sera organisée auprès des titulaires de l'accord-cadre et s'effectuera via le profil d'acheteur PLACE, selon l'une des deux modalités suivantes :

- A) l'EPMO-VGE émettra une demande de devis à tous les titulaires.
- B) l'EPMO-VGE fera une mise en concurrence sous la forme d'une lettre de consultation, accompagnée d'un CCTP, et d'une pièce financière, notamment dans l'hypothèse d'un marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre mixte (cf. article 5.2.1 du présent CCAP).

La remise en concurrence se fera selon les étapes ci-dessous :

- L'EPMO-VGE communiquera le dossier suivant aux titulaires :

▪ **Dans le cas d'une remise en concurrence sous forme de demande de devis :**

- La description des prestations attendues (brief pouvant inclure des visuels afférents en basse définition), ainsi que le planning prévisionnel et les éventuelles annexes ;
- La liste des documents ou informations éventuellement demandés ;
- Le délai laissé pour remettre les offres ainsi que les éventuelles modalités particulières supplémentaires (notamment la fixation de sous-critères)

▪ **Dans le cas d'une remise en concurrence avec lettre de consultation :**

- Le marché subséquent à renseigner (lettre de consultation) ;
- Le CCTP/brief (pouvant inclure des visuels afférents en basse définition) qui contiendra les informations spécifiques, les éventuelles précisions techniques supplémentaires et les attendus particuliers non décrits dans le CCTP de l'accord-cadre, ainsi que le planning prévisionnel et les ses éventuelles annexes ;
- L'annexe financière (DPGF), le cas échéant ;
- La liste des documents ou informations éventuellement demandés ;
- Le délai laissé pour remettre les offres ainsi que les éventuelles modalités particulières supplémentaires (notamment la fixation de sous-critères).

• **Sur la base de ce dossier, les titulaires remettront une offre qui comprendra les éléments suivants :**

- Le marché subséquent complété (lettre de consultation), le cas échéant ;
- L'annexe financière ou le devis renseigné(e) avec les prix proposés pour les prestations demandées, ces prix devant respecter les prix plafonds du référentiel de prix ;
- Les documents techniques ou informations demandés (mémoire, note d'intention, calendrier détaillé, story board, script, etc).

• **Les offres remises seront analysées selon un critère unique prix pondéré à 100%, ou selon les critères suivants, dont la pondération sera fixée lors de la remise en concurrence :**

- **Critère 1** : Montant forfaitaire de la pièce financière (DPGF ou devis) (de 40 à 90%)

La formule de calcul applicable au critère prix, unique ou non, est la suivante :

$$(\text{Prix du titulaire TTC le moins cher} \times 5) / \text{Prix du candidat à noter} = \text{note} / 5$$

- **Critère 2** : Valeur technique – qualité de la réalisation technique de la prestation (de 10 à 60%). Ce critère pourra être décomposé en plusieurs sous critères.

La méthode de notation pour les critères et sous-critères techniques est la suivante :

- si le titulaire répond de façon peu satisfaisante, il obtient 1 point ;
- si le titulaire répond de façon assez satisfaisante, il obtient 2 points ;
- si le titulaire répond de façon satisfaisante, il obtient 3 points ;
- si le titulaire répond de façon très satisfaisante, il obtient 4 points ;
- si le titulaire répond de façon excellente, il obtient 5 points.
- Information des titulaires non retenus :

Les titulaires non retenus sont tenus informés du rejet de leur offre par tout moyen permettant d'en donner date certaine. Le rejet peut notamment être signifié par mail avec accusé de réception.

- Information du titulaire retenu – notification :

La notification de l'engagement auprès du titulaire retenu peut être constituée :

- par la transmission de l'acte d'engagement signé par un représentant habilité par tout moyen permettant d'en donner date certaine, notamment via le profil d'acheteur de l'EPMO-VGE ;
- par l'émission d'un bon de commande (valant marché subséquent) signé par un représentant habilité, sur la base du devis de l'entreprise retenue.

## **5.2 Passation des bons de commande dans le cadre d'un marché subséquent « mixte »**

Dans le cadre des marchés subséquents donnant lieu à la fois à un montant forfaitaire et à l'émission de bons de commande, l'EPMO-VGE émettra ces derniers en fonction de la survenance des besoins au titulaire du marché subséquent concerné. Ces bons de commande préciseront les prestations dont l'exécution est demandée et en détermineront la quantité en faisant application des prix unitaires indiqués au référentiel de prix plafonds annexé à l'accord-cadre.

Chaque bon de commande devra comporter les mentions suivantes :

- La référence du marché subséquent
- Le prix unitaire hors taxes, défini au référentiel de prix de l'accord-cadre
- Le montant HT des prestations
- Le taux de TVA applicable
- Le total TTC des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commande.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent. Le délai d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder la durée du marché subséquent de plus de 6 mois.

## **Article 6. ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

L'admission des prestations s'effectuera dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

## **Article 7. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

## **Article 8. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES**

---

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-PI.

## **Article 9. UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

---

Le Titulaire s'engage à en informer l'EPMO-VGE s'il a recours à un outil d'intelligence artificielle qui générerait un contenu ou assisterait une ou plusieurs étapes de production dans le cadre de la réalisation des prestations, et à indiquer la nature et la part de ce recours. Le Titulaire ne peut être contraint à utiliser une intelligence artificielle dans le cadre de la réalisation des prestations.

De façon plus générale, pleinement conscients de leurs responsabilités respectives à l'égard des tiers et du public, le Titulaire et l'EPMO-VGE s'engagent l'un envers l'autre à observer toute transparence sur le recours qu'ils font de l'intelligence artificielle dans le cadre de la réalisation des prestations. Dans cette hypothèse, les Parties s'obligent respectivement à documenter cet usage et à s'apporter toute information utile conjointement à l'exploitation du résultat et ce conformément au Règlement européen 2024/1689 établissant des règles harmonisées concernant l'Intelligence Artificielle du 13 juin 2024. Le Titulaire et l'EPMO-VGE discuteront alors et décideront d'un commun accord des mentions qui seront apposées, de façon claire et reconnaissable, aux fins d'information du public.

## **Article 10. RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE**

---

L'EPMO-VGE est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2025-2030 disponible sur demande. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions de l'Etablissement ; elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux sociaux et environnementaux dans toutes les activités. L'EPMO-VGE s'inscrit entre autres dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonation, économie circulaire.



L'EPMO-VGE œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le titulaire doit dans cet esprit utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes aux objectifs de la transition écologique : limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux.

#### **10.1 Protection de l'environnement et responsabilité sociétale**

Cf. article 6 du CCTP.

#### **10.2 Obligations relatives au calcul des émissions de gaz à effet de serre**

Au titre de sa politique de transition écologique, l'EPMO-VGE est engagé dans une démarche de mesure de l'empreinte environnementale de ses activités, comprenant les prestations réalisées au titre du présent accord-cadre.

Dans ce cadre, l'EPMO-VGE se réserve le droit de demander les données nécessaires à la mesure de l'empreinte carbone de certaines prestations, telles que, mais sans être limitées à :

- Consommations énergétiques
- Distances parcourues et modes de transport utilisé (personnes et matériel)
- Achats et location de matériel et de biens
- Achats de services
- Déchets générés
- Consommation des serveurs

L'EPMO-VGE se réserve également le droit de demander un devis carbone et/ou un bilan carbone de certaines prestations. Le cas échéant, celui-ci devra intégrer l'ensemble des données physiques et/ou monétaires et facteurs d'émission utilisés ainsi que le bilan final en tonnes équivalentes CO2.

Pour ce faire, le titulaire pourra utiliser des outils tels que le calculateur CEPiR (<https://www.cepir.info/>) ou les outils homologués par le CNC (<https://www.filmfrance.net/guide-pratique-des-tournages/tournage-eco-responsable/>) ou équivalent.

### **Article 11. PRIX DU MARCHE**

---

Les prix du présent accord-cadre sont des prix unitaires. Ils sont définitifs et réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Ils sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

Cette révision s'effectue annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (\text{SYN-Rev} / \text{SYN-Revo})$$

SYN-Rev = indice Syntec révisé (Le Moniteur)

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P<sub>0</sub> : prix au mois M0,

Syn-Rev : valeur du dernier indice Syntec révisé connu à la date de révision des prix,

Syn-Revo : valeur de l'indice Syntec révisé connu au mois M0.

Le coefficient obtenu sera arrêté à la troisième décimale.

La révision des prix fera l'objet d'une vérification et d'une validation par l'EPMO-VGE.

En cas de disparition de l'indice, les parties conviendront d'un indice de remplacement qui sera fixé par avenant.

Le titulaire du marché devra fournir les pièces financières révisées (format.xlsx) pour vérification du service des affaires financières de la direction administrative et financière : [zarouhie.arzumanyan@musee-orsay.fr](mailto:zarouhie.arzumanyan@musee-orsay.fr) , copie : [juridique@musee-orsay.fr](mailto:juridique@musee-orsay.fr)

Le montant forfaitaire des marchés subséquents ne pourra être augmenté pour renforcement en moyens humains ou technique sous-estimés par le titulaire. Ainsi, sauf contraintes imprévues ne relevant pas d'un manque de prévision du titulaire, toute augmentation en journée ou heures supplémentaires de prestation ne fera l'objet d'aucun supplément de prix.

## **Article 12. PAIEMENT DES PRESTATIONS**

---

### **12.1 Avance**

Pour les marchés subséquents :

Pour chaque marché subséquent, une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI et aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans le marché subséquent. L'avance versée est de 30% pour le titulaire qui est une PME et de 5% pour les autres.

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations

exécutées atteindra 50% du montant toutes taxes comprises du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

Pour les bons de commande passés dans le cadre d'un marché subséquent mixte :

Une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI et aux articles R. 2191-16 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de 30% pour le titulaire qui est une PME et de 5% pour les autres.

## **12.2 Paiement des prestations forfaitaires des marchés subséquents**

Le paiement des prestations s'effectuera selon les modalités définies dans chaque marché subséquent. Dans le silence de ces derniers, le paiement s'effectuera en un règlement unique à l'admission de la totalité des prestations, sur présentation d'une facture.

## **12.3 Paiement des bons de commande émis dans le cadre d'un marché subséquent mixte**

Les prestations seront réglées sur présentation d'une ou de plusieurs factures pour chaque bon de commande émis sur la base des prix unitaires fixés dans le BPU.

## **12.4 Délai global de paiement**

L'EPMO-VGE se libérera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

## **12.5 Cession ou nantissement de créances**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

# **Article 13. FACTURATION**

---

## **13.1 Contenu des factures**

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPMO-VGE.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la raison sociale, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la personne publique contractante à savoir l'EPMO-VGE ;
- le numéro de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre, du marché subséquent, du bon de commande ;
- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire.

### **13.2 Obligation d'envoi de factures dématérialisées**

En application des dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à adresser sa facture au format électronique sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il est rappelé que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 3 de l'ordonnance du ° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique), seul l'envoi d'une facture électronique est légalement possible et concerne tous les opérateurs économiques quelle que soit leur taille (grandes entreprises, ETI, PME et micro-entreprises).

### **13.3 Envoi des factures dématérialisées**

Les factures sur déposées sur le portail Chorus Pro à l'aide des informations suivantes :

- le SIRET de l'EPMO-VGE : 180 092 447 00010 ;
- le code service qui sera mentionné dans le marché subséquent et/ou le bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre;
- le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

En cas de difficultés, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

## **Article 14. PENALITES**

---

L'EPMO-VGE se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'EPMO-VGE n'invitera pas préalablement le titulaire à présenter ses observations.

En outre, il n'est pas fait application de l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités sont les suivantes :

### **14.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations**

Pour l'exécution des prestations, les pénalités se comptent en jour calendaire de retard.

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au calendrier détaillé d'exécution de marché subséquent.

En cas de retard du fait du titulaire, il sera appliqué par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité de 2% du montant du marché subséquent par jour de retard dans la livraison de prestations.

### **14.2 Pénalités pour retard dans la désignation d'un remplaçant**

En cas de retard dans la désignation d'un remplaçant défaillant, selon les modalités énoncées à l'article 4.3 du présent CCAP, une pénalité forfaitaire d'un montant de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire, sans mise en demeure préalable.

### **14.3 Pénalité pour non réponse successive aux remises en concurrence**

Au bout de 4 absences successives, non justifiées, de réponses aux remises en concurrence préalables à la conclusion des marchés subséquents, le titulaire encourt une pénalité de mille (1000) euros. Cette pénalité est de nouveau applicable en cas de quatre nouvelles non remises d'offre, et ainsi de suite.

### **14.4 Pénalité pour absence aux réunions programmées**

En cas d'absence, une pénalité d'un montant de deux cents (200) euros sera appliquée au titulaire par absence non motivée aux réunions auxquels le titulaire est dûment convoqué par l'établissement public, sans mise en demeure préalable.

#### **14.5 Pénalité pour non-respect des dispositions du mémoire technique**

En cas de non-respect des dispositions du mémoire technique du titulaire une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) euros par manquement constaté sera appliquée.

#### **14.6 Pénalité pour non-respect des moyens en personnel et/ou en matériel**

Le non-respect des moyens en personnel et/ou en matériel indiqués dans l'offre constitutive des marchés subséquents engendrera une pénalité forfaitaire de deux cents (200) euros applicable sur simple constatation de la personne responsable du marché.

### **Article 15. SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu de l'EPMO-VGE l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **le titulaire ne peut intégralement sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. A cette fin, le titulaire devra présenter un formulaire DC4 renseigné et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat> par sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

La déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressée à l'EPMO-VGE avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de mille (1 000) euros ainsi qu'une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au f) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO-VGE.

## **Article 16. ASSURANCE**

---

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés aux biens ou aux personnes, de l'EPMO-VGE ou non, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

Il s'engage, en conséquence, à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture de ces risques et à produire les attestations afférentes dans un délai de quinze (15) jours suivants la notification du marché et avant le début de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations et renonce à tout recours contre l'EPMO-VGE, excepté en cas de faute ou malveillance de celui-ci.

## **Article 17. SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

---

Le titulaire transmet à l'EPMO-VGE, tous les six mois et pendant toute la durée du marché au Directeur des Affaires financières de l'EPMO-VGE, via le service E-Attestation accessible sur le lien suivant : <https://www.e-attestations.com/> :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus ;
- un certificat est délivré pour le paiement des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale, des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès, des cotisations de congés payés et de chômage intempéries ou attestant de la régularité du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- une attestation d'assurance professionnelle.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,

ou bien ;

- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'EPMO-VGE.

## **Article 18. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE**

---

1. Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs options politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnes s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles apparences ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnes s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

A ce titre, le titulaire informe l'EPMO-VGE des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du présent marché, notamment ses sous-traitants, s'assure également du respect des principes et obligations énumérés ci-avant.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations, et fournira les contrats à l'EPMO-VGE si celui-ci en demande la communication, notamment à l'occasion des demandes d'acceptation de sous-traitants.

3. Le titulaire veille à permettre à tout usager ou agent de l'EPMO-VGE de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du marché.



L'EPMO-VGE informe le titulaire, ou est informé par le titulaire sans délai de tout manquement à ces principes. Le titulaire informe l'EPMO-VGE des mesures prises pour y remédier.

4. Le Titulaire doit être en mesure de fournir à l'EPMO-VGE tout document ou outil de suivi des mesures destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité.

En cas de constat de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'EPMO-VGE prononce :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents (500) euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire de deux cent cinquante (250) euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- une pénalité de cinquante (50) euros par jour de retard, après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire les documents de suivi mentionnés au point 4 du présent article ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Par ailleurs, en cas de cinq (5) manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'EPMO-VGE prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 39.1 du CCAG-PI. L'EPMO-VGE notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, l'EPMO-VGE prononce la résiliation pour faute du contrat. La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 39.1 du CCAG-PI. Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant le titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

## **Article 19. LITIGE ET RESILIATION**

---

### **19.1 Litige**

Le représentant de l'EPMO-VGE se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations. Dans ce cadre, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal Administratif compétent est le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

## **19.2 Résiliation**

L'EPMO-VGE se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

## **Article 20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

L'article 14 (pénalités) du présent document déroge au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 14.1.1 et à l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

\*\*\*